

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

---

### **C.C.A.P.**

---














Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

#### **Marché 2025.37**

Conception et réalisation d'îlots de préfiguration pour le projet « L'Odyssée », dans le cadre du programme Eco-campus, sur le campus de la Cité Scientifique de l'Université de Lille.

## L'essentiel du contrat

	<b>Objet</b>	Conception et réalisation d'îlots de préfiguration pour le projet « L'Odyssée », dans le cadre du programme Eco-campus, sur le campus de la Cité Scientifique de l'Université de Lille.
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Type de contrat</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Tranches</b>	<p>Avec – obligatoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <b>Tranche ferme</b> : définition du concept global, conception de l'ensemble des îlots, ainsi que réalisation des îlots suivants : <i>le Parvis, le Patio, la Cour et le Viaduc</i> ;</li> <li> <b>Tranche optionnelle n°1</b> : réalisation de l'îlot <i>La Plage</i> ;</li> <li> <b>Tranche optionnelle n°2</b> : réalisation de l'îlot <i>L'Esplanade</i>.</li> </ul>
	<b>Clause Sociale</b>	Sans
	<b>Clause environnementale</b>	Avec
	<b>Durée/délai</b>	Le délai global d'exécution du marché est fixé à 18 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global et forfaitaire.
	<b>Avance</b>	Une avance de 30 % sera versée à la notification

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – EXECUTIONS DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - MAINTENANCE ET GARANTIE DES INSTALLATIONS</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 – PENALITES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 – PRIX</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 – AVANCE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 – ASSURANCE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 19 – MODIFICATION DU MARCHE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 20 - RÉILIATION</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 21 – DROIT ET LITIGES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS</b>	<b>18</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la conception, la fabrication et la mise en œuvre d'îlots de préfiguration dans le cadre du projet « L'Odyssée », déployé sur le campus de la Cité Scientifique de l'Université de Lille, dans le cadre du programme Eco-campus.

Il comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

- ✚ **Tranche ferme** : définition du concept global, conception de l'ensemble des îlots, ainsi que réalisation des îlots suivants : *le Parvis, le Patio, la Cour et le Viaduc* ;
- ✚ **Tranche optionnelle n°1** : réalisation de l'îlot *La Plage* ;
- ✚ **Tranche optionnelle n°2** : réalisation de l'îlot *L'Esplanade*.

Les spécifications techniques détaillées sont précisées dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**.

## ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

### 2.1 - Définition de la procédure

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### 2.2 – Forme

Le marché est composé d'un lot unique. Il n'a pas été alloté car il porte sur une mission globale et intégrée de conception et de réalisation d'îlots scénographiés. Un allotissement risquerait de compromettre la cohérence esthétique, technique et fonctionnelle de l'ensemble, ainsi que la bonne maîtrise de son exécution.

### 2.3 - Tranches

Le marché comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

### 2.4 - Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.5 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

## ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'ATTRI 1 (acte d'engagement) et son annexe financière dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'Administration font seule foi.
  - ✓ DPGF
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige,

- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige, et ses annexes :
  - ✓ Dossier de concertation (septembre 2024)
  - ✓ Bilan de la concertation réglementaire (février 2025)
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ✚ L'offre du candidat (mémoire technique)

**Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.**

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

#### **ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l'étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.
- En cas de recours au prêt de main d'œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l'entreprise prêtant la main d'œuvre et l'entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d'œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation de ce mécanisme, les entreprises s'exposent à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende (Article L8243-1 du Code du travail)
- Avant la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2 du Code du travail)

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. (Article 6 du CCAG/FCS)

#### **ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ**

Le délai global d'exécution du marché est de **18 mois** à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme.

L'exécution du marché s'organise en trois périodes distinctes, conformément au calendrier prévisionnel figurant au CCTP.

- ✚ **Période 1 (Mars 2026)** : réalisation (conception, fourniture et fabrication) des deux îlots **le Parvis et le Patio**
- ✚ **Période 2 (Juillet 2026)** : réalisation (conception, fourniture et fabrication) de l'îlot **la Cour**, ainsi que les interventions sur le **Viaduc**
- ✚ **Période 3 (Octobre 2026)** : réalisation (fourniture et fabrication) des deux îlots **la Plage** (tranche optionnelle 1) et **L'Esplanade** (tranche optionnelle 2)

Le titulaire devra respecter ces jalons, selon le calendrier prévisionnel établi en phase de conception, validé par la maîtrise d'ouvrage.

À la notification du marché, les modalités d'exécution seront affinées conjointement entre les parties : organisation générale, planification détaillée, état des lieux.

### 5.1 Tranche ferme et optionnelle

Tranche	Désignation	Prestations incluses
Tranche ferme	Conception et réalisation de 4 îlots	- Définition du concept global et de l'identité visuelle commune - Conception des 4 îlots - Fourniture, Fabrication et installation
Tranche optionnelle 1	Réalisation de l'îlot La Plage	- Fourniture, Fabrication et installation
Tranche optionnelle 2	Réalisation de l'îlot L'Esplanade	- Fourniture, Fabrication et installation

#### ✚ Affermissement des tranches optionnelles :

L'exécution des tranches optionnelles est subordonnée à une décision d'affermissement notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur. **Cette décision sera matérialisée par l'émission d'un ordre de service par le pouvoir adjudicateur.**

En tout état de cause, si les tranches optionnelles sont affermies avec retard ou ne sont pas affermies, le titulaire ne pourra pas bénéficier d'une indemnité d'attente ou de dédit.

#### ✚ Délai d'affermissement :

Les tranches optionnelles pourront être affermies dans un délai maximum de 9 mois suivant l'achèvement des prestations de la tranche ferme.

Tranche optionnelle	Îlot concerné	Période de réalisation prévue
Tranche optionnelle 1	La Plage	Octobre 2026
Tranche optionnelle 2	L'Esplanade	Octobre 2026

## ARTICLE 6 – EXECUTIONS DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution des prestations et les obligations des parties pour la réalisation des prestations figurent au **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

### 6.1. Lieu d'exécution des prestations :

Les prestations seront exécutées sur **le site du campus de la Cité Scientifique de l'Université de Lille, situé à Villeneuve-d'Ascq (59650).**

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité, de circulation et d'accès propres à cet établissement, ainsi que les éventuelles contraintes liées à un site occupé. (cf article 4 du CCTP)

### 6.2 Réunion et suivi de la mission

#### 1. Réunion de lancement

Une réunion de lancement de mission, sous la forme d'une visite de terrain des différents sites, sera organisée au démarrage de la mission 1.1 (définition du concept global). Elle se tiendra en présence de la DGTEIL, de la DGTEIL campus, et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine.

#### 2. Réunions de validation itératives

Tout au long de la mission 1.2 (conception des îlots), le titulaire devra participer aux réunions de travail et de validation organisées à l'initiative de la DGTEIL, en lien avec les services techniques de la DGTEIL campus et la maîtrise d'œuvre urbaine.

Ces réunions visent à valider les propositions de conception, fiches projets, choix techniques, matériaux et identité graphique.

#### 3. Réunions de réception des prestations

À l'issue de chaque phase de réalisation (tranche ferme et tranches optionnelles), une réunion sera organisée pour constater, de manière contradictoire, la conformité des prestations exécutées. Cette réunion associera la DGTEIL, la DGTEIL campus, et le groupement de maîtrise d'œuvre urbaine. Un procès-verbal d'admission ou de rejet sera établi à cette occasion.

#### 4. Comités de pilotage et comités techniques

Le titulaire pourra être convoqué à des comités techniques (COTEC) ou comités de pilotage (COPIL) organisés par l'Université de Lille.

#### 5. Absence injustifiée

Toute absence non justifiée à une réunion à laquelle le titulaire a été dûment convoqué pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire conformément à l'article 10 du présent CCAP.

## ARTICLE 7 - MAINTENANCE ET GARANTIE DES INSTALLATIONS

Le titulaire est responsable de la qualité, de la durabilité et de la sécurité des aménagements réalisés dans le cadre du présent marché.

### 7.1 Durée de garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la garantie contractuelle est fixée à trois (3) années minimums à compter de l'admission des matériels.

Cette garantie couvre le mobilier, les structures légères, les peintures au sol et tout autre dispositif installé dans le cadre de la mission. Les équipements devront présenter une robustesse suffisante pour garantir une durée d'usage minimale de trois années, sans remplacement ni réparation majeure, dans les conditions normales d'utilisation en site ouvert.

### 7.2 Maintenance à la charge du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché (18 mois), le titulaire assure à ses frais la **maintenance préventive et curative** des installations, comprenant notamment :

- les réparations des éléments dégradés,
- le remplacement des dispositifs ou pièces détériorés,
- le rafraîchissement des peintures ou éléments graphiques,
- les éventuelles adaptations nécessaires au bon usage.

Le titulaire doit prévoir, dès la phase de conception, un **stock suffisant d'éléments constructifs ou de pièces détachées** destinés à la maintenance et au remplacement rapide des composants endommagés.

### 7.3 Exigences de sécurité et de conformité

Le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des aménagements respecte les exigences suivantes :

- stabilité des installations sans fondations permanentes,
- absence de parties coupantes, saillantes ou dangereuses,
- conformité aux normes de non-glissance pour les marquages au sol,
- matériaux résistants aux intempéries, aux UV, aux sollicitations fréquentes et aux dégradations volontaires.

L'acheteur pourra refuser toute installation non conforme aux règles de sécurité ou à l'usage attendu, sans que cela ouvre droit à indemnité.

### 7.4 Notice d'entretien et de gestion

Le titulaire remettra, à la réception de chaque îlot, une **notice de gestion, d'entretien, de démontage et de fin de vie** des équipements et mobiliers, incluant :

- les modalités de nettoyage et de maintenance,
- les possibilités de réemploi ou de recyclage,
- les préconisations en cas de dégradation.

## ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous, par la maîtrise d'ouvrage (DGTEIL), assistée des services DGTEIL campus et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine, agissant en lieu et place du pouvoir adjudicateur.



**Tranche ferme :** Définition du concept global, conception de l'ensemble des îlots, ainsi que réalisation des îlots suivants : le Parvis, le Patio, la Cour et le Viaduc



### **Mission 1.1. Définition du concept global**

- ✚ Livrables attendus 1.1 : Concept global et principes d'identité communs à l'ensemble des îlots

❶ Étape 1 : La livraison du livrable correspondant à la mission 1.1 devra être constatée de manière contradictoire.

⇒ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais prévues à l'article 10 du présent CCAP.

❷ Etape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont jugées satisfaisantes, la décision expresse d'admission est prononcée par la maîtrise d'ouvrage (DGTEIL), en présence des services techniques de la DGTEIL campus et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine.

**A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.**

L'admission 1, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du livrable 1.1.

### **Mission 1.2. Conception de tous les îlots : le Parvis, Le Patio, La Cour, le Viaduc, la plage et l'Esplanade**

- ✚ Livrables attendus mission 1.2 :
- ✚ Esquisses stabilisées et déclinaison sous formes de fiches projet par îlot, reprenant les objectifs transversaux (forme, implantation, matériaux, usage, identité visuelle, etc.)
- ✚ Budget global et calendrier de réalisation

❶ Étape 1 : La remise des livrables relatifs à la mission 1.2, devra être constatée de manière contradictoire.

⇒ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais prévues à l'article 10 du présent CCAP.

❷ Etape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont jugées satisfaisantes, la décision expresse d'admission est prononcée par la maîtrise d'ouvrage (DGTEIL), en présence des services techniques de la DGTEIL campus et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine.

**A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.**

L'admission 2, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du livrable 1.2.

### **Mission 1.3. Réalisation des îlots le Parvis, Le Patio, La Cour et le Viaduc**

- ✚ Livrables attendus mission 1.3 : Livraison de l'ensemble des îlots par tranche, Notice de gestion, d'entretien de démontage et de fin de vie des aménagements et installations.

❶ Étape 1 : La remise des livrables relatifs à la mission 1.3, devra être constatée de manière contradictoire.

⇒ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais prévues à l'article 10 du présent CCAP.

❷ Étape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont jugées satisfaisantes, la décision expresse d'admission est prononcée par la maîtrise d'ouvrage (DGTEIL), en présence des services techniques de la DGTEIL campus et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine.

**A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.**

L'admission 3, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du livrable 1.3.

#### **Tranche optionnelle si affermissement**

Tranche Optionnelle 1 : Réalisation de l'îlot La Plage



❶ Étape 1 : la Livraison de l'îlot La Plage, devra être constatée de manière contradictoire.

⇒ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais prévues à l'article 10 du présent CCAP.

❷ Étape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont jugées satisfaisantes, la décision expresse d'admission est prononcée par la maîtrise d'ouvrage (DGTEIL), en présence des services techniques de la DGTEIL campus et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine.

Tranche Optionnelle 2 : Réalisation de l'îlot L'Esplanade

❶ Étape 1 : la Livraison de l'îlot L'Esplanade, devra être constatée de manière contradictoire.

⇒ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect des délais prévues à l'article 10 du présent CCAP.

❷ Étape 2 : Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont jugées satisfaisantes, la décision expresse d'admission est prononcée par la maîtrise d'ouvrage (DGTEIL), en présence des services techniques de la DGTEIL campus et du groupement de maîtrise d'œuvre urbaine.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

## ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution d'une partie du marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Pour toute demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire fournit à l'acheteur, les documents suivants :

Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant ;

RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;

Tous les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire à l'exception du DC1.

Déterminer le (s) prestation (s) concernée (s) et leur montant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS. L'acheteur peut exiger que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ce, conformément à l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique.

L'entreprise indique, lors de la demande d'agrément la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

## ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels fixés sont dépassés dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt les pénalités prévues au marché sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Nature du manquement	Type	Montant	Modalités d'application
Retard dans la remise de livrables liés à la conception du projet	Journalière	500 €	Pénalités applicables sur simple constat du non-respect du délai de remise des livrables décrits au cahier des charges
Retard dans la remise de livrables liés à l'installation du projet	Journalière	350 €	Pénalités applicables sur simple constat du non-respect du délai de remise des livrables décrits au cahier des charges
Absences aux réunions	Forfaitaire	200 €	Pénalités applicables sur simple constat de l'absence du titulaire à une réunion à laquelle il avait été dûment convoqué ou invité

Pénalités en cas de retard constaté pour apporter des réponses aux questions d'ordre techniques	Journalière	50 €	Par jour calendaire et sera appliquée en cas de retard constaté pour apporter des réponses aux questions d'ordre technique
En cas de non remplacement d'un élément défectueux rendant le mobilier impropre à son usage	Journalière	500 €	Par jour de retard
En cas de non correspondance avec l'aménagement, du mobilier, de l'équipement validé	Journalière	500 €	Par jour de retard
En cas de défaut de conception et d'infaisabilité de l'aménagement, du mobilier, de l'équipement proposé	Journalière	500 €	Par jour de retard
Pénalités pour travail dissimulé	Forfaitaire	10 % du montant TTC du marché	Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié
Non-respect du lieu de livraison des pièces détachées	Forfaitaire	250 €	Par constat et par lieu de livraison, à compter du manquement constaté notifié au titulaire

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.

## ARTICLE 11 – PRIX

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Le titulaire supporte les éventuelles variations économiques pouvant impacter le coût des prestations d'études. En conséquence, aucune révision de prix ne sera appliquée pour ces prestations pendant la durée d'exécution du marché.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Conformément à l'article 10 du CCAG / FCS, le prix de règlement des produits objet du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euros du titulaire.

A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la livraison.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au marché n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

### **11.1. Variation dans les prix**

Au vu de l'objet du marché et des délais d'exécution prévisionnels, le prix global et forfaitaire du marché est ferme et définitif, jusqu'à la fin d'exécution des prestations prévues

## **ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT**

**12.1 –** Le règlement est effectué sur présentation d'une facture (une facturation par phase d'admission). La facture sera établie à compter de la décision d'admission des différents livrables.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : [facturier-ulille@univ-lille.fr](mailto:facturier-ulille@univ-lille.fr)

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.37 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

**Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.**

**12.2 - Les sommes dues**, autres que celles visées à l'article 8 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

**12.3 - Le règlement est effectué par virement administratif** au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

**12.4 - L'ordonnateur de la dépense** est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

**12.5 - Le comptable assignataire de la dépense** est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

#### **12.6 – Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

#### **12.7 – Cautionnement**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

#### **12.8 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

##### **○ 12.8.1 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

##### **○ 12.8.1 Désignation de sous-traitant(s)**

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R2193-1 à R2193-4 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant, les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément aux articles R 2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies en euros.

L'acceptation d'un sous-traitant est effective :

- dès le renvoi contresigné par le Maître d'ouvrage de la déclaration de sous-traitance
- passé un délai de 21 jours après la transmission de la déclaration de sous-traitance par l'entrepreneur sans réponse du Maître d'Ouvrage.

Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

#### ○ **12.8.3 Modalités de paiement direct du sous-traitant par virements**

En application des articles R 2193-11 à R 2193-15 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché. (...) Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionné à l'article R 2193-11 pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé [ce] délai (...) le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve (...), le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### **ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à respecter les engagements environnementaux découlant du projet Eco - campus et des prescriptions techniques du cahier des charges. Ces engagements visent à réduire l'empreinte écologique des aménagements et à renforcer la résilience environnementale du campus.

#### **1. Utilisation de matériaux durables et de réemploi :**

Le titulaire doit privilégier l'utilisation de matériaux durables et favoriser le réemploi dans la conception du mobilier. Les matériaux utilisés doivent être recyclables et, dans la mesure du possible, provenir de sources de réemploi. Dans ce cas, le titulaire doit être en mesure de fournir des preuves de la durabilité des matériaux utilisés, ainsi que des certifications de réemploi et de recyclage (cf. article L. 541-1 du code de l'environnement).

#### **2. Économie circulaire :**

Le titulaire doit intégrer des pratiques favorisant l'économie circulaire dans la production du mobilier. Cela inclut la réutilisation des matériaux, la réduction des déchets et la valorisation des produits en fin de vie. Dans ce cas, le titulaire doit fournir des preuves de son engagement en matière

d'économie circulaire via tout document décrivant un processus de récupération, de traitement et de réutilisation des matériaux.

### 3. Solutions de transport à faible empreinte carbone :

Le titulaire doit favoriser les solutions de transport permettant de réduire l'empreinte carbone. Cela inclut l'utilisation de véhicules à faible émission de CO<sub>2</sub>, la réduction des déplacements durant les heures de pointe et le transport groupé lorsqu'il est envisageable. Dans ce cas, le titulaire doit démontrer de la façon la plus complète possible, l'existence d'une politique de gestion écoresponsable des déplacements.

#### ARTICLE 14 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire cède, à titre exclusif et gratuit, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats produits dans le cadre du marché. Cette cession comprend tous les droits ou titres de toute nature permettant à l'Université de Lille d'exploiter librement lesdits résultats, sur tous supports, pour tous usages, et pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur.

#### ARTICLE 15 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

#### ARTICLE 16 – AVANCE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12. Une avance de 30 % sera versée à la notification.

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du montant minimum fixé en valeur.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique

Le candidat veillera à remplir l'article B4 de l'acte d'engagement.

#### ARTICLE 17 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.



Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

## **ARTICLE 18 – ASSURANCE**

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 19 – MODIFICATION DU MARCHÉ**

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

## **ARTICLE 20 - RÉSILIATION**

### **20.1 Résiliation aux torts du titulaire**

En application des articles R.2142-1 à R.2142-27 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

### **20.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille**

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

## **ARTICLE 21 – DROIT ET LITIGES**

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

## ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Il est dérogé aux articles 27 à 30, 14.1.1, 14.1.3 du CCAG/FCS par les articles 8 et 10 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/FCS
Article 8	Articles 27 à 30
Article 10	Article 14.1.1, 14.1.3

Fait en un exemplaire original unique

A ..... le.....

Le représentant désigné de la société

(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le .....

Le pouvoir adjudicateur,